



Procès-verbal
Le mardi 17 décembre 2002 - n° 145

10 heures

Présidente : Mme Louise Harel

*L'édition papier du Procès-verbal a préséance sur la présentation électronique de celui-ci.
Le contenu de la table des matières n'est ni exhaustif ni limitatif.*

TABLE DES MATIÈRES

La séance est ouverte à 10 h 06.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Julien, ministre du Revenu, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 148 Loi budgétaire n° 1 donnant suite au discours sur le budget du 1^{er} novembre 2001 et à certains énoncés budgétaires

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Legault, ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux, dépose :

Le rapport sur l'application de la procédure d'examen des plaintes du Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002.

(Dépôt n° 1783-20021217)

M. Sylvain Simard, ministre d'État à l'Éducation et à l'Emploi, dépose :

Le rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002 ;

(Dépôt n° 1784-20021217)

17 décembre 2002

Le protocole de communication de renseignements entre l'Office des personnes handicapées du Québec et le ministère de l'Éducation, ainsi qu'un avis favorable de la Commission d'accès à l'information ;

(Dépôt n° 1785-20021217)

Le rapport annuel de l'Université McGill, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2001 ;

(Dépôt n° 1786-20021217)

Le rapport annuel de l'École nationale d'administration publique, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2002 ;

(Dépôt n° 1787-20021217)

Le rapport annuel de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2002 ;

(Dépôt n° 1788-20021217)

Le rapport annuel de Télé-Université, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2002 ;

(Dépôt n° 1789-20021217)

Le rapport annuel de l'Université du Québec à Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2002 ;

(Dépôt n° 1790-20021217)

Le rapport annuel de l'Université du Québec à Hull, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2002 ;

(Dépôt n° 1791-20021217)

Le rapport annuel de l'Institut national de la recherche scientifique, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2002 ;

(Dépôt n° 1792-20021217)

Le rapport annuel de l'Université Laval, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2002 ;

(Dépôt n° 1793-20021217)

Le rapport annuel de l'Université de Sherbrooke, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2002 ;

(Dépôt n° 1794-20021217)

17 décembre 2002

Le rapport annuel de l'Université du Québec à Rimouski, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2002 ;

(Dépôt n° 1795-20021217)

Le rapport annuel des Hautes Études Commerciales, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2002 ;

(Dépôt n° 1796-20021217)

Le rapport annuel de l'Université du Québec à Chicoutimi, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2002 ;

(Dépôt n° 1797-20021217)

Le rapport annuel de l'Université du Québec à Trois-Rivières, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2002 ;

(Dépôt n° 1798-20021217)

Le rapport annuel de l'École de technologie supérieure, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2002 ;

(Dépôt n° 1799-20021217)

Le rapport annuel du siège social de l'Université du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2002 ;

(Dépôt n° 1800-20021217)

Le rapport annuel de l'Université de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2002.

(Dépôt n° 1801-20021217)

M. Facal, ministre responsable de l'Administration et de la Fonction publique, dépose :

Un document se rapportant aux concours réservés au personnel occasionnel de la fonction publique.

(Dépôt n° 1802-20021217)

17 décembre 2002

Mme Goupil, ministre responsable des Aînés, dépose :

Le rapport annuel de gestion du Conseil des aînés, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002.

(Dépôt n° 1803-20021217)

M. Ménard, ministre de la Sécurité publique, dépose :

Le rapport annuel de gestion de l'École nationale de police, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 2002.

(Dépôt n° 1804-20021217)

Mme Léger, ministre déléguée à la Lutte contre la pauvreté et l'exclusion, dépose :

Le rapport annuel de gestion du Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002.

(Dépôt n° 1805-20021217)

M. Boulerice, ministre délégué aux Relations avec les citoyens et à l'Immigration, dépose :

Le rapport annuel du Conseil des relations interculturelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002.

(Dépôt n° 1806-20021217)

17 décembre 2002

M. Boisclair, leader du gouvernement, dépose :

La réponse aux questions écrites n° 74 et 75 concernant les effectifs de la Sûreté du Québec et la stratégie de recrutement de celle-ci auprès de communautés culturelles, inscrites au *Feuilleton et préavis* du 7 novembre 2002 par M. Bordeleau (Acadie) ;

(Dépôt n° 1807-20021217)

La réponse à la question écrite n° 76 concernant le dossier de la carrière de Saint-François-Xavier-de-Brompton, inscrite au *Feuilleton et préavis* du 19 novembre 2002 par M. Benoit (Orford) ;

(Dépôt n° 1808-20021217)

La réponse écrite à une pétition présentée le 17 octobre 2002 par M. Fournier (Châteauguay), concernant la voie préférentielle pour taxis et taxis-bus ;

(Dépôt n° 1809-20021217)

La réponse écrite à une pétition présentée le 22 octobre 2002 par Mme Barbeau (Vanier), concernant les conditions de travail du personnel saisonnier du ministère des Transports ;

(Dépôt n° 1810-20021217)

La réponse écrite à une pétition présentée le 22 octobre 2002 par M. Côté (La Peltrie), concernant les soins chiropratiques ;

(Dépôt n° 1811-20021217)

La réponse écrite à une pétition présentée le 22 octobre 2002 par M. Gobé (Lafontaine), concernant les soins chiropratiques ;

(Dépôt n° 1812-20021217)

La réponse écrite à une pétition présentée le 22 octobre 2002 par M. Corriveau (Saguenay), concernant les soins chiropratiques ;

(Dépôt n° 1813-20021217)

La réponse écrite à une pétition présentée le 22 octobre 2002 par M. MacMillan (Papineau), concernant les soins chiropratiques ;

(Dépôt n° 1814-20021217)

La réponse écrite à une pétition présentée le 24 octobre 2002 par M. Ouimet (Marquette), concernant les soins chiropratiques ;

(Dépôt n° 1815-20021217)

17 décembre 2002

La réponse écrite à une pétition présentée le 31 octobre 2002 par Mme Gauthier (Jonquière), concernant les soins chiropratiques ;
(Dépôt n° 1816-20021217)

La réponse écrite à une pétition présentée le 5 novembre 2002 par M. Gaudreau (Vimont), concernant la Commission de protection du territoire agricole du Québec ;
(Dépôt n° 1817-20021217)

La réponse écrite à une pétition présentée le 7 novembre 2002 par Mme Gauthier (Jonquière), concernant l'usine Agropur de Chambord ;
(Dépôt n° 1818-20021217)

La réponse écrite à une pétition présentée le 20 novembre 2002 par M. Cusano (Viau), concernant les soins chiropratiques ;
(Dépôt n° 1819-20021217)

La réponse écrite à une pétition présentée le 5 novembre 2002 par Mme Leblanc (Beauce-Sud), concernant le personnel saisonnier du ministère des Transports.
(Dépôt n° 1820-20021217)

Dépôts de rapports de commissions

M. Lachance (Bellechasse), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 17 octobre 2002, a tenu des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières sur le projet de loi :

n° 119 Loi modifiant la Loi sur les substituts du procureur général
(Dépôt n° 1821-20021217)

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 13 décembre 2002, a procédé à l'étude détaillée du projet de loi :

n° 119 Loi modifiant la Loi sur les substituts du procureur général

Le rapport contient des amendements au projet de loi.

17 décembre 2002

(Dépôt n° 1822-20021217)

M. Paré (Lotbinière), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission des finances publiques qui, le 13 décembre 2002, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé :

n° 221 Loi modifiant le statut de la Société de secours mutuels des citoyens de Casacalenda

Le rapport ne contient pas d'amendement au projet de loi.

(Dépôt n° 1823-20021217)

Le rapport est adopté.

Le rapport de la Commission des finances publiques qui, le 13 décembre 2002, a procédé à l'étude détaillée du projet de loi :

n° 141 Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants

Le rapport ne contient pas d'amendement au projet de loi.

(Dépôt n° 1824-20021217)

Mme Gagnon-Tremblay (Saint-François), à titre de présidente, dépose :

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 31 octobre, 20, 21 et 26 novembre et 13 décembre 2002, a procédé à l'étude détaillée du projet de loi :

n° 96 Loi sur les services préhospitaliers d'urgence et modifiant diverses dispositions législatives

Le rapport contient des amendements au projet de loi.

(Dépôt n° 1825-20021217)

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 13 décembre 2002, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé :

17 décembre 2002

n° 220 Loi modifiant la Loi constituant en corporation « L'Hôpital
d'Argenteuil »

17 décembre 2002

Le rapport ne contient pas d'amendement au projet de loi.

(Dépôt n° 1826-20021217)

Le rapport est adopté.

Mme Doyer (Matapédia), à titre de vice-présidente, dépose :

Le rapport de la Commission de l'aménagement du territoire qui, le 13 décembre 2002, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé :

n° 222 Loi concernant la Ville de Contrecoeur

Le rapport contient des amendements au projet de loi.

(Dépôt n° 1827-20021217)

Le rapport est adopté.

Le rapport de la Commission de l'aménagement du territoire qui, le 13 décembre 2002, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé :

n° 224 Loi concernant la Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie

Le rapport contient des amendements au projet de loi.

(Dépôt n° 1828-20021217)

Le rapport est adopté.

Le rapport de la Commission de l'aménagement du territoire qui, le 13 décembre 2002, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé :

n° 225 Loi concernant le lot 599 du cadastre de la paroisse de Saint-Polycarpe, circonscription foncière de Vaudreuil

Le rapport ne contient pas d'amendement au projet de loi.

(Dépôt n° 1829-20021217)

Le rapport est adopté.

17 décembre 2002

Mme Bélanger (Mégantic-Compton), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, les 3 et 4 décembre 2002, a tenu des auditions dans le cadre de consultations particulières à l'égard du projet de loi :

n° 131 Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique concernant la taxe scolaire sur l'île de Montréal et modifiant d'autres dispositions législatives

(Dépôt n° 1830-20021217)

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, les 11 et 13 décembre 2002, a procédé à l'étude détaillée du projet de loi :

n° 131 Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique concernant la taxe scolaire sur l'île de Montréal et modifiant d'autres dispositions législatives

Le rapport contient des amendements au projet de loi.

(Dépôt n° 1831-20021217)

M. Beaumier (Champlain), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission de la culture qui, le 13 décembre 2002, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé :

n° 223 Loi concernant le Mont Saint-Louis

Le rapport ne contient pas d'amendement au projet de loi.

(Dépôt n° 1832-20021217)

Le rapport est adopté.

17 décembre 2002

M. Bordeleau (Acadie), à titre de vice-président, dépose :

Le rapport de la Commission des transports et de l'environnement qui, le 13 décembre 2002, a procédé à l'étude détaillée du projet de loi :

n° 147 Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune

Le rapport contient un amendement au projet de loi.

(Dépôt n° 1833-20021217)

Dépôts de pétitions

M. Lachance (Bellechasse) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 6 721 citoyens et citoyennes du Québec, concernant les services ambulatoires dans la zone 328.

(Dépôt n° 1834-20021217)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Boisclair, leader du gouvernement, propose :

QUE la Commission des finances publiques tienne une consultation générale concernant l'actualisation de la *Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec*, et notamment à l'égard :

- du rôle de la Caisse ;
- du rôle du conseil d'administration par rapport à la direction de la Caisse ;
- de ses règles de régie d'entreprise ;

17 décembre 2002

- de sa rédition de compte ;

et ce, à compter du 18 mars 2003 ;

QUE les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 5 mars 2003 ;

QUE la ministre des Finances, de l'Économie et de la Recherche soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Mme Beaudoin, ministre des Relations internationales, propose :

QUE l'Assemblée nationale souligne le 10^e anniversaire de la signature de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) et, qu'à cette occasion, elle réaffirme son engagement en faveur d'une mondialisation maîtrisée et équilibrée, respectueuse des droits humains.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Mme Lemieux, ministre d'État à la Culture et aux Communications, propose :

QUE l'Assemblée nationale souligne le départ de la comédienne Suzanne Langlois, décédée à l'âge de 74 ans.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

17 décembre 2002

À 11 h 32, M. Brouillet, premier vice-président, suspend les travaux.

Les travaux reprennent à 11 h 47.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Boisclair, leader du gouvernement, convoque :

- la Commission de l'économie et du travail, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi n° 133, Loi modifiant la Loi sur la santé et la sécurité du travail et d'autres dispositions législatives ;
- la Commission des affaires sociales, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi n° 113, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux concernant la prestation sécuritaire de services de santé et de services sociaux ;
- la Commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 139, Loi modifiant le Code de procédure pénale.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi n° 143, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives, ainsi que les amendements transmis par M. Rochon, ministre du Travail.

Les amendements sont déclarés recevables.

17 décembre 2002

Après débat, les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi n° 145, Loi sur l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris.

Après débat, le rapport est adopté.

Adoption

M. Ménard, ministre de la Sécurité publique, propose que le projet de loi n° 100, Loi modifiant la Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques, la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement et la Loi sur les permis d'alcool, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 100 est adopté.

Mme Lemieux, ministre de la Culture et des Communications, propose que le projet de loi n° 125, Loi modifiant la Loi sur les musées nationaux, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

M. Dupuis (Saint-Laurent) propose l'ajournement du débat.

La motion est adoptée.

17 décembre 2002

À 12 h 55, M. Brouillet, premier vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 03.

À 15 h 04, M. Beaulne, deuxième vice-président, suspend les travaux.

Les travaux reprennent à 15 h 56.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi n° 142, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux concernant les activités médicales, la répartition et l'engagement des médecins, ainsi que l'amendement transmis par M. Legault, ministre de la Santé et des Services sociaux.

L'amendement est déclaré recevable.

L'amendement est adopté.

Le rapport amendé est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Legault, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le projet de loi n° 142, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux concernant les activités médicales, la répartition et l'engagement des médecins, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le projet de loi n° 142 est adopté.

17 décembre 2002

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat, ajourné le 11 décembre 2002, sur la motion de M. Boisclair, ministre des Affaires municipales et de la Métropole, proposant que le principe du projet de loi n° 137, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal, soit maintenant adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 209 du Règlement, M. Cholette (Hull) prend la parole une deuxième fois au cours de ce débat.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 137 est adopté.

M. Boisclair, leader du gouvernement, propose que le projet de loi n° 137 soit renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement du territoire.

La motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Boisclair, leader du gouvernement, convoque :

- la Commission de l'aménagement du territoire, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi n° 137, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal.

Prise en considération de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 252 et 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi n° 96, Loi sur les services préhospitaliers d'urgence et modifiant diverses dispositions législatives, ainsi que l'amendement transmis par M. Legault, ministre de la Santé et des Services sociaux.

L'amendement est déclaré recevable.

Après débat, l'amendement est adopté.

Le rapport amendé est adopté à la majorité des voix.

17 décembre 2002

À 17 h 57, M. Bissonnet, troisième vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

La séance reprend à 20 h 09.

Adoption

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Lemieux, ministre de la Culture et des Communications, proposant que le projet de loi n° 125, Loi modifiant la Loi sur les musées nationaux, soit adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 125 est adopté.

M. Charbonneau, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, propose que le projet de loi n° 111, Loi modifiant la Loi sur la ministre du Conseil exécutif en matière d'affaires intergouvernementales canadiennes, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 111 est adopté.

Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) propose que le principe du projet de loi n° 395, Loi modifiant la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 395 est adopté.

M. Simard, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi n° 395 soit renvoyé pour étude détaillée en commission plénière.

La motion est adoptée.

Commission plénière

Sur la motion de M. Simard, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi n° 395, Loi modifiant la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Le projet de loi n° 395 est étudié en commission plénière, puis il est amendé et rapporté.

Le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, Mme Bélanger (Mégantic-Compton) propose que le projet de loi n° 395, Loi modifiant la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 395 est adopté.

Adoption du principe

M. Pagé (Labelle) propose que le principe du projet de loi n° 393, Loi sur l'Agence de développement de Ferme-Neuve, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 393 est adopté.

17 décembre 2002

M. Simard, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi n° 393 soit renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement du territoire.

La motion est adoptée.

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Arseneau, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le principe du projet de loi n° 146, Loi sur l'aquaculture commerciale, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 146 est adopté.

M. Simard, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi n° 146 soit renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

La motion est adoptée.

Adoption

Mme Marois, ministre des Finances, de l'Économie et de la Recherche, propose que le projet de loi n° 88, Loi modifiant la Loi sur les corporations religieuses, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 88 est adopté.

M. Simard, leader adjoint du gouvernement, propose que les travaux soient ajournés au mercredi 18 décembre 2002, à 10 heures.

17 décembre 2002

La motion est adoptée.

À 22 h 03, M. Beaulne, deuxième vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 18 décembre 2002, à 10 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le mardi 17 décembre 2002, à 15 h 05, à son bureau au Palais de Justice, en présence de M. Arsenault, directeur du Secrétariat de l'Assemblée, représentant du secrétaire général, il a plu à l'honorable Paul-Arthur Gendreau, Administrateur du Québec de sanctionner les projets de loi suivants :

- n° 120 Loi modifiant la Loi concernant les services de transport par taxi
- n° 123 Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et la Loi sur la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial
- n° 126 Loi modifiant la Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale et modifiant la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et instituant la Commission des partenaires du marché du travail
- n° 128 Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et d'autres dispositions législatives
- n° 130 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives
- n° 132 Loi modifiant certaines dispositions du Code de procédure civile
- n° 135 Loi modifiant la Loi sur les agents de voyages et la Loi sur la protection du consommateur
- n° 392 Loi visant à assurer l'approvisionnement en porc d'un abattoir exploité en Abitibi-Témiscamingue

La Présidente

LOUISE HAREL

17 décembre 2002
